

Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne
Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne
Band: 29 (1890)

Rubrik: Août 1890

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Arrêté du Conseil fédéral

15 août
1890.

concernant

le remboursement du bénéfice du monopole sur l'alcool employé au vinage des vins d'exportation.

Le Conseil fédéral suisse,

en exécution ultérieure de l'article 5 de la loi sur
les spiritueux ;

sur le préavis du département des affaires étran-
gères et sur la proposition du département des finances
et des péages,

arrête :

Art. 1^{er}. Par analogie aux dispositions de l'arrêté
du 14 septembre 1888, le remboursement du bénéfice
de monopole est accordé pour l'alcool imposable employé
au vinage des vins destinés à l'exportation. Les expor-
teurs qui ont l'intention de revendiquer ce rembourse-
ment doivent s'annoncer d'avance au département fédéral
des finances et des péages ; ils sont tenus en outre
d'acheter directement de la régie l'alcool destiné au
vinage.

Art. 2. La proportion maximum d'alcool admise
pour le vinage est fixée provisoirement :

- a. à 2 % pour le vin naturel,
- b. à 4 % pour le vin artificiel.

15 août
1890.

Art. 3. Le contrôle des opérations de vinage faites à la frontière est confié aux bureaux de péage principaux ci-après dénommés: Buchs (gare), Romanshorn, Bâle (gare badoise) et Bâle (gare du Central).

Le contrôle du vinage opéré à l'intérieur du pays est confié aux organes de la régie des alcools.

Art. 4. Les employés des péages ou de la régie des alcools détermineront, au lieu désigné pour l'opération, la quantité et le titre de l'alcool employé pour le vinage. L'expédition du vin après l'opération du vinage aura lieu exclusivement par wagons complets, plombés et accompagnés d'acquits à caution.

Art. 5. Les bureaux de péages principaux autorisés à effectuer l'exportation des vins vinés sont les suivants: Genève (gare), Vallorbes, Verrières, Locle, Porrentruy, Bâle (gare du Central).

Art. 6. Le remboursement du bénéfice du monopole a lieu, conformément à l'article 5 de la loi du 23 décembre 1886, sur la quantité d'alcool imposable, dûment constatée, qui a été employée pour le vinage des vins exportés. En aucun cas, cependant, ce remboursement ne peut être revendiqué pour une quantité d'alcool supérieure à celle que l'exporteur a achetée de la régie des alcools aux prix du monopole.

Art. 7. L'exporteur paiera aux employés de l'administration des péages ou de la régie des alcools chargés du contrôle du vinage une indemnité fixée par le département fédéral des finances.

Art. 8. Quiconque se fait ou tente de se faire accorder un remboursement auquel il n'a pas droit, tombe sous le coup des dispositions pénales des articles 14 et 15 de la loi sur les spiritueux.

Art. 9. Le département des finances et des péages est chargé d'exécuter le présent arrêté, qui entre immédiatement en vigueur, et particulièrement d'ordonner les mesures de contrôle et de surveillance nécessaires. 15 août 1890.

Berne, le 15 août 1890.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
L. RUCHONNET.

Le Chancelier de la Confédération,
RINGIER.

Arrêté du Conseil fédéral

29 août
1890.

modifiant

celui du 8 juillet 1887 concernant l'organisation de ses départements.

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'arrêté fédéral du 9 juin 1887, l'autorisant à procéder, à titre d'essai, à la réorganisation de ses départements, en modification des articles 22 à 29 de l'arrêté fédéral du 21 août 1887 (recueil officiel, nouvelle série, III, 455),

arrête :

Art. 1^{er}. L'article 4, chiffre 10, de l'arrêté du Conseil fédéral concernant l'organisation de ses départements, du 8 juillet 1887 (recueil officiel, nouvelle série, X. 106), est modifié comme suit :

29 août 1890. „La surveillance sur l'exécution de l'article 13 de la loi fédérale sur les spiritueux.“

Art. 2. L'article 7, chiffre 8, de ce même arrêté aura la teneur suivante:

„L'administration de l'alcool, y compris la surveillance sur l'exécution des articles 7, 8 et 9 de la loi fédérale sur les spiritueux.“

Art. 3. Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1891.

Berne, le 29 août 1890.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le Vice-Président,
WELTI.

Le Vice-Chancelier,
SCHATZMANN.
